

L'ancien maire de Grenoble, condamné en 1996 à cinq ans de prison, tente un retour à l'occasion des législatives de juin 2007. Il sème le trouble dans la fédération de l'Isère

Cela a commencé par un courrier électronique parvenu à tous les élus de la mairie de Grenoble. Emanant des éditions Numeris pour promouvoir la parution d'un livre - *2011, demain nous appartient* - on pouvait y lire : [il s'agit d'] « une longue lettre adressée par son auteur, Alain Carignon, à toutes celles et ceux qui souhaitent mieux le connaître et disposer d'une présentation sincère de son parcours, de ses valeurs et du sens de son engagement ». Puis un SMS adressé aux 5 000 adhérents de l'UMP de l'Isère les a informés que le « patron de la fédé » était l'invité d'une chaîne de télévision. Cette fois tout le monde, amis et adversaires, a compris : Alain Carignon est en campagne.

A 57 ans, l'ancien maire de Grenoble tente un retour sur la scène qui l'a vu chuter en 1994. Son défi : ravir l'investiture du parti au député sortant Richard Cazenave

et remporter les législatives dans la première circonscription de l'Isère en juin 2007. Condamné à cinq ans de prison pour « corruption » en juillet 1996, il en ressort deux ans plus tard laminé, pestiféré et seul. Elu, il renouerait avec la trajectoire interrompue d'un golden boy de la politique (maire à 33 ans, ministre à 36 ans), et, comme d'autres avant lui, espérerait effacer la faute par une victoire.

Voilà près de quatre ans qu'il prépare son retour. Quatre ans d'un lent travail de réhabilitation auprès des militants de l'UMP qui l'ont élu en 2002 président de la fédération de l'Isère, et de certains élus dont il a fallu retrouver la confiance. Il a dû refaire son réseau, repérer les nouveaux talents et les futurs affidés. Méthodique et obstiné, il s'est forgé un credo : la transparence. « Mon expérience heureuse et malheureuse peut être utile, dit-il. Je ne vois pas pourquoi elle devrait être perdue pour la collectivité. Un homme ne se réduit pas à sa faute. C'est une étape de ma vie passée, soldée, purgée. »

Mais ses adversaires, eux, n'oublient pas. A commencer par ceux de son camp. « Pourquoi, tempête Richard Cazenave, ne devrais-je pas être réinvesti par l'UMP comme tous les sortants ? » « Pourquoi ne

devrais-je pas retrouver mon siège ? », rétorque M. Carignon. L'histoire, il est vrai, est compliquée. Aux législatives de 1993, le premier était le suppléant du second. Nommé ministre de la communication dans le gouvernement d'Edouard Balladur, l'ancien maire de Grenoble démissionne de son mandat. M. Cazenave argue qu'il a toujours été réélu en 1997 et en 2002. « Moi je gagnais au premier tour », grince M. Carignon.

« Braqueur multirécidiviste »

Le sortant menace d'en « appeler aux électeurs », autrement dit de provoquer une primaire sauvage au premier tour ; l'ancien maire se contenterait volontiers de faire trancher ce différend à son avantage par les militants de l'UMP. A l'été, M. Cazenave a rencontré Brice Hortefeux pour qu'il arbitre en sa faveur. Le bras droit de Nicolas Sarkozy a évoqué des « possibilités de reconversion ». « Je n'ai pas envie de devenir ambassadeur ! », s'insurge l'élu, dénonçant « un jeu pervers qui se fait dans le dos de Grenoble ». M. Carignon, lui, dit ne pas user de ses bonnes relations avec le président de l'UMP qui lui a gardé sa confiance malgré ses déboires : « Mon amitié avec Nicolas ne jouera

pas dans le choix de l'investiture. Il n'y aura pas d'exception pour moi. »

La chronique locale s'est enrichie d'un nouvel épisode. Le 19 septembre, un sondage réalisé par IFOP et publié par le *Dauphiné libéré* donnait M. Cazenave vainqueur au second tour avec 51 % d'intentions de vote face à la candidate socialiste Geneviève Fioraso. M. Carignon ne recueillant lui que 46 % des voix contre la même adversaire. « 46 %, c'est pas si mal, s'amuse l'ancien ministre. Il y a six mois, j'étais à 40 %... »

Cette fébrilité a gagné aussi les rangs de la gauche qui voit revenir un adversaire coriace. L'argumentaire est prêt. Dans l'entourage du maire (PS), Michel Destot, on a sorti l'artillerie lourde : « Si l'UMP l'investit, c'est comme de confier le guichet d'une banque à un braqueur multirécidiviste. » M. Cazenave en rajoute : « Le candidat de la transparence devra dire quelles sont ses ressources, ses activités professionnelles, son patrimoine. » M. Carignon se désole, voit venir les coups et ressurgir le passé : « J'ai une maison à Marrakech, une société de conseils en entreprise, Alcarena, dont je suis actionnaire avec mon frère et mon épouse. Mais faut-il vraiment parler de cela ? » ■

SOPHIE LANDRIN (À GRENOBLE)

ET PHILIPPE RIDET